



%

climat : *business as usual*

En 25 ans de négociations sur le réchauffement climatique, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 60 % et devraient s'accroître encore très sensiblement au cours des prochaines années. Ce n'est pas un accident. Cette tendance exprime au contraire le décalage entre, d'un côté, la réalité de la globalisation économique et financière, qui concourt à une exploitation sans limite des ressources d'énergies fossiles et, de l'autre, des politiques et négociations climatiques qui esquivent ces enjeux.

“Tafta ou climat, il faut choisir !”, disons-nous. La formule n'est pas seulement un slogan. Elle condense l'un des nœuds fondamentaux de la crise climatique. A nous de faire en sorte, par nos mobilisations et analyses, que les causes profondes du dérèglement climatique ne soient plus éludées. Stopper le Tafta... et son monde, voilà qui serait une immense victoire pour le climat et la transition écologique.

dossier d'attac juillet 2015



Le réchauffement climatique génère tous les dangers. Il doit donc réunir tous les combats.

Le réchauffement climatique n'est pas une fatalité : ce n'est ni une punition collective ni une conséquence de la simple existence de l'espèce humaine. Dire que le réchauffement climatique est d'origine anthropique est important et cela ne fait (plus) débat. Mais ce n'est pas suffisant. Le réchauffement climatique est certes d'origine anthropique, mais tous les êtres humains, ceux du passé comme ceux du présent, ne sont pas également responsables. De même que nous ne sommes pas égaux devant la montée des eaux, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes (ouragans, sécheresses, inondations, etc.), la perte de biodiversité et de terres arables, les épidémies, etc. Les inégalités écologiques redoublent les inégalités sociales et font du réchauffement climatique un défi pour ceux qui se mobilisent pour plus de justice et d'égalité.

Si le réchauffement climatique nous percute si fortement, c'est qu'il fait proprement irruption dans nos vies et qu'il ajoute de nouvelles vulnérabilités à celles causées par l'expansion du capitalisme, du productivisme et du consumérisme. Si les alertes climatiques sont anciennes, Naomi Klein¹ a raison d'insister sur le fait que l'accélération du changement climatique est contemporaine du néolibéralisme, de cette période où la démission du politique et le démantèlement des institutions ont été érigés en horizon indépassable des politiques publiques. Détruire pour accumuler, voilà le principe qui guide à la fois les politiques d'austérité en Europe et la poursuite de l'exploitation sans limite des énergies fossiles aux quatre coins de la planète. Refroidir la planète et stopper la destruction de la nature est donc un défi pour qui veut désarmer le néolibéralisme et dépasser le capitalisme.

Le réchauffement climatique rend caduque l'opposition entre la nature et les sociétés, entre les dimensions sociales, écologiques et politiques des expériences humaines. Témoins des perturbations globales et accélérées des écosystèmes dans lesquels nous vivons, nous avons la lourde tâche de modifier notre rapport au monde et à la nature. Apprendre à vivre avec la nature plutôt que chercher à s'en rendre maître et possesseur, voilà le défi de taille que nous devons relever si nous voulons tout à la fois mettre en œuvre des politiques efficaces de lutte contre les dérèglements climatiques et opérer les ruptures nécessaires permettant de bifurquer vers des modes d'organisation sociale et économique "plus agréables à vivre, plus conviviaux, plus solidaires, plus justes et plus humains"².

Le défi est immense. Et cela, d'autant plus que les défis climatiques sont souvent perçus comme éloignés des capacités d'action quotidienne de la majorité d'entre nous. Prévenir que les politiques menées conduisent au chaos climatique et aligner des références scientifiques ne permet pas (toujours) de réduire cet éloignement et d'impliquer le plus grand nombre dans la bataille pour la justice climatique. Parce que nous sommes touchés très diversement, il est difficile d'en tirer une représentation collective commune.

Que faire donc pour que, à la sidération, nous n'ajoutions pas plus de découragement et d'impuissance ? Nous pouvons commencer par identifier clairement les adversaires. Le réchauffement climatique n'est pas fortuit : il a des causes clairement identifiées qui correspondent à des décisions politiques, économiques et technologiques bien définies. Les pouvoirs en place tirent leur puissance des décisions qui sont à l'origine du réchauffement climatique et de son aggravation. Etats, multinationales, marchés financiers, dirigeants de la planète ne veulent pas sacrifier les fondements de cette puissance au nom de la lutte contre les dérèglements climatiques.

Invités à "agir pour le climat", certains de ces *leaders* et multinationales "climatisent" leurs discours. Dans l'optique de la COP 21, que François Hollande voudrait "historique", ils sont nombreux à affirmer vouloir "sauver le climat". Il est si facile de se dire "déterminés à agir" sans ne jamais rien entreprendre qui ne touche aux causes des dérèglements climatiques : stopper la libéralisation du commerce, désinvestir des énergies fossiles, limiter la recherche et l'exploitation de nouvelles sources d'hydrocarbures ou restreindre la rentabilité des capitaux n'est pas à l'ordre du jour. Pire, au nom de la transition vers une "économie verte", ils préconisent de renforcer les dynamiques qui sont à l'origine des dérèglements climatiques : plus de libéralisation, plus de pouvoir aux marchés financiers et aux multinationales, plus d'engagements volontaires et moins de régulations publiques contraignantes !

Pour entrevoir une réponse à la hauteur des défis climatiques, il ne peut y avoir d'accommodements raisonnables avec les modes de développement productivistes insoutenables. Il est nécessaire de s'adresser aux causes structurelles des dérèglements climatiques. A ce compte-là, il ne peut y avoir de jeu gagnant-gagnant avec ceux qui défendent un modèle économique basé sur les énergies fossiles, à commencer par les multinationales du pétrole. Bloquons-les là où leur agenda avance. Ainsi en est-il des accords de libre-échange et d'investissements que l'Union européenne négocie avec le Canada (CETA) et les Etats-Unis (Tafta), des velléités pour exploiter

DIFFICILE PARCOURS VERS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



les hydrocarbures non conventionnels, ou encore des politiques de relance de la croissance via des grands projets inutiles et inadaptés.

On ne négocie pas avec le réchauffement climatique. Il menace le monde présent, sa stabilité et sa durabilité, tout autant que le monde à venir. Les prochaines années sont cruciales. Les luttes visant à freiner le réchauffement climatique engageant, quels que soient leur niveau et leur intensité, un véritable changement de civilisation. Il ne sera pas décrété. Il sera le fruit d'un mouvement massif, déterminé à bloquer la machine à réchauffer la planète. Ce mouvement est déjà (pour partie) là : il ne sera pas inventé *ex nihilo*. Les dynamiques existantes, de Blockadia à Alternatiba, sont tout autant des moyens pour bifurquer que la préfiguration de là où nous voulons aller.³

Le réchauffement climatique génère tous les dangers. Il doit donc réunir tout les combats. A nous d'y contribuer.

Maxime Combes

¹ Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, 2015, éd. Actes Sud

² Appel Créons 10, 100, 1 000 Alternatiba en Europe : <http://www.bizimugi.eu/fr/creons-10-100-1-000-alternatiba-en-europe/>

³ Blockadia et Alternatiba, les deux piliers de la justice climatique : <https://france.attac.org/se-mobiliser/changeons-systeme-pas-climat/article/blockadia-et-alternatiba-les-deux>

Commerce ou climat : il faut choisir !

Lors des négociations de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada, les lobbies canadiens de l'exploitation des sables bitumineux et leurs partenaires américains ont dépensé des millions de dollars pour influencer les législateurs en charge de finaliser la Directive européenne sur la qualité des carburants. L'opération fut efficace : la directive s'est vue "nettoyée" des éléments qui visaient à différencier les énergies conventionnelles en raison de leur caractère plus émetteur de gaz à effet de serre, et à pénaliser les industriels qui les privilégieraient en raison de leur coût inférieur.

L'accord transatlantique, discuté entre l'UE et les Etats-Unis, ambitionne la conclusion d'un "chapitre" ambitieux sur l'énergie : en perspective, la libéralisation totale du commerce des pétrole et gaz naturel états-unis, dont l'exportation demeure entravée par des restrictions totales ou partielles. En somme, le Tafta appelle à davantage d'énergies fossiles extraites, transportées et consommées.

En outre, la libéralisation des conditions de l'investissement international a permis la multiplication des conflits entre, d'une part, les "investisseurs" et, d'autre part, les Etats s'engageant dans des politiques publiques de développement des énergies renouvelables, de limitation de l'usage des énergies fossiles ou de sortie du nucléaire. Portés devant des tribunaux privés d'arbitrage, ces différends inquiètent les autorités publiques tentées de s'engager dans la même voie. L'Ontario, province du Canada, a ainsi cherché à soutenir sa filière locale d'énergie solaire par des incitations fiscales discriminantes : le Japon et l'UE ont attaqué ce programme devant l'Organe de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. Le Canada a perdu son appel en 2013, et le programme a été stoppé. Les entreprises extractives sont parmi les plus friandes du recours à l'arbitrage d'investissement organisé dans le cadre des accords de libre-échange : Total, par exemple, a poursuivi l'Etat ougandais à travers l'une de ses filiales pour échapper à ses obligations fiscales.

Ce ne sont là que quelques exemples. Mais qui établissent clairement que le régime international de commerce et d'investissement ne laisse aucune place aux exigences climatiques. Conçu pour soutenir l'expansion infinie des flux commerciaux et pour servir les intérêts des grandes entreprises, dont celles du secteur fossile, il est bel et bien incompatible avec la transformation indispensable du système de production et de consommation juste, solidaire, local et durable que nous promouvons.

Amélie Canonne Aitec-IPAM

La bulle des négociations

Entretien avec Stefan Aykut, co-auteur de *Gouverner le climat ?* 20 ans de négociations internationales

Dans votre livre, en considérant les négociations internationales sur le climat, vous parlez d'un "schisme de réalité". De quoi s'agit-il ?

Malgré quelques avancées et une prise de conscience mondiale, nous soulignons dans notre analyse l'hiatus qui sépare la bulle des négociations onusiennes du monde extérieur. En effet, on ne peut qu'être frappé de l'écart entre ces deux mondes : d'un côté, les négociations, régies par les règles de consensus et de civilité onusienne, construites autour de notions comme celles de responsabilité, d'équité, et de partage du fardeau des réductions. De l'autre côté, la lutte pour l'accès aux ressources, le monde de la géopolitique et de la concurrence économique effrénée entre pays, et la propagation quasiment universelle du mode de vie occidental. Il y a, par exemple, tout un ensemble d'événements et de dynamiques extérieures qui ont un impact décisif sur le monde dans lequel nous vivons, mais qui ne sont absolument pas reflétés et digérés dans le régime climatique. On peut citer les deux guerres du Golfe qui ont, sous impulsion américaine, réorganisé le grand jeu du pétrole, tout en sécurisant l'accès à cette ressource, considérée comme vitale pour nos modes de vie.

A quelques mois du Sommet de Paris, la COP 21, comment caractérisez-vous la situation ?

Des "murs coupe-feu" séparent le régime climatique d'autres régimes internationaux – sur l'énergie, sur le développement, sur le commerce mondial –, évitant de fait que la gouvernance du climat "interfère" avec ces questions considérées comme stratégiques. En procédant de la sorte, le régime climatique n'a jamais réussi à avoir une prise réelle sur ce qui cause le problème climatique ! Et plus que cela : il n'a pas non plus de prise sur ce qui pourrait constituer des solutions. Pour donner un exemple, une des évolutions majeures de ces dernières années dans le paysage énergétique mondial a été l'essor sans précédent des énergies renouvelables, surtout du solaire et de l'éolien. Ces énergies ont constitué près de la moitié de la capacité électrique nouvellement installée en 2014 ! Mais dans les négociations climatiques, on discute des objectifs d'émissions à long terme, non pas des

technologies énergétiques. Par conséquent, nous ne disposons toujours pas d'outils et d'instruments pour renforcer une dynamique potentiellement positive pour le climat.

Quelles pistes voyez-vous pour obtenir des politiques climatiques à la hauteur des défis de l'urgence climatique ?

Il faut changer de paradigme, rompre avec la manière actuelle de mener les négociations climat. Tant que l'attention reste centrée sur les objectifs à long terme, sur la question du caractère contraignant ou non des traités internationaux sur le climat, les véritables problèmes ne sont pas traités. Comment, par quelles technologies et à l'aide de quels dispositifs réglementaires, produire une énergie plus propre ? Comment changer les infrastructures et réorienter les flux financiers pour éviter des phénomènes de *lock-in* dans des modes de vie carbonés ? Comment organiser la reconversion des secteurs industriels qui dépendent aujourd'hui des énergies fossiles ? Ce sont des questions concrètes, matérielles, et auxquelles des réponses doivent être apportées. Il faut donc re-matérialiser et re-territorialiser le cœur des négociations, les ancrer dans les réalités de notre monde et dans les luttes sociales, dans les territoires.

Justement, quels liens faites-vous entre le local et le global ?

Il est nécessaire d'éviter que le schisme que nous pointons ne réapparaisse entre l'échelle globale, où l'on fait de beaux discours, et l'échelle nationale, où les gouvernants rechignent à mettre en place les transformations nécessaires. On l'a vu, en France, avec l'épisode des bonnets rouges, on le voit aujourd'hui, en Allemagne, au sujet des débats sur la sortie du charbon : la transformation de nos modes de production et de consommation ne se fera pas sans conflits, et elle ne pourra être menée en *catimini*. Il faut affronter les questions sociales et économiques que pose le changement climatique, et connecter systématiquement le niveau global – qui reste nécessaire pour impulser, légitimer et accompagner les politiques nationales – et le niveau local.

Pensez-vous que Paris 2015 puisse y contribuer ?

Il est urgent de désenclaver le climat, c'est-à-dire créer des passerelles entre les négociations climatiques et d'autres arènes et organisations internationales, où se prennent chaque jour des décisions qui affectent le climat. Cela concerne le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la façon dont on met en place les prochains *rounds* de libéralisation, la Banque mondiale et son soutien financier à des technologies polluantes, et les institutions qui régulent la mondialisation financière, pour ne donner que quelques exemples. Bref, il reste beaucoup de travail et il faut jouer sur différents

tableaux pour pouvoir espérer un renversement du rapport de force actuel. Paris ne constituera qu'une étape sur ce chemin, mais il faut quand même saisir l'opportunité, ne serait-ce qu'en raison de la visibilité que cette conférence confèrera au problème du climat.

Propos recueillis par Maxime Combes

Stefan Aykut, politiste et sociologue des sciences au LISIS, Université Paris-Est, et chercheur associé au Centre Marc-Bloch de Berlin.

Il est l'auteur, avec Amy Dahan, historienne des sciences et directrice de recherche émérite au CNRS (Centre Alexandre-Koyré, CNRS-EHESS), d'un livre référence sur les négociations climatiques internationales : *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Presses de Sciences Po, janvier 2015

Stefan Aykut participera à l'Université d'été d'Attac du mardi 25 au vendredi 28 août 2015 à Marseille

Plan européen d'investissement : un contre-sens total

Le 25 novembre 2014, le président de la Commission européenne dévoilait son "plan Juncker", un programme d'investissement censé contribuer à la relance de l'économie européenne. A la clé, plus de 315 milliards d'euros destinés à financer des projets d'infrastructures (transport, énergie, télécommunication) et des projets de recherche identifiés comme stratégiques par la Commission. Les institutions européennes auraient-elles abandonné leurs dogmes austéritaires pour une politique ambitieuse d'investissements publics vers une transition écologique de l'économie européenne ? Plusieurs éléments nous permettent d'en douter...

A commencer par l'ampleur de ce plan d'investissement. Celui-ci compte sur un "effet de levier" important : il s'agit en fait principalement d'attirer des financements privés dans le cadre d'un Fonds européen d'investissement stratégique (FEIS) via des garanties publiques, à hauteur de 21 milliards d'euros. La Banque européenne d'investissement (BEI)

et l'Union européenne (UE) contribueraient, respectivement, à hauteur de 5 milliards et de 8 milliards. La contribution de l'UE serait issue de coupes dans des fonds européens déjà existants, dédiés au financement des infra-structures et de la recherche, mais aussi de programme comme Erasmus. Quant aux 5 milliards restants... ils restent encore à confirmer.

Malgré l'enthousiasme des services de communication de la Commission, qui annoncent avoir identifié "plus de 2 000 projets" représentant "1 300 milliards d'euros d'investissement", le plan Juncker s'avère être un plan d'investissement bricolé *a minima*.

Second aspect problématique : les critères de sélection des projets financés. Ces projets devront avant tout être "viabiles", économiquement parlant, être mis en œuvre dans les trois ans, et relever des priorités identifiées par la Commission (énergie, environnement, transport, numérique...). Or, la stratégie "Europe 2020", qui détaille ces priorités, a largement été influencée par les lobbies industriels, ainsi que l'a montré le *Corporate Europe Observatory*. Autant dire que la nécessité d'une véritable transition écologique passe à la trappe : la rentabilité va primer sur l'utilité sociale et écologique. Avis de "grands projets inutiles" sur l'Europe... Cette tendance est confirmée par l'examen des propositions soumises par les Etats membres : les projets "intensifs en carbone" (transport, énergie...) représenteraient une centaine de milliards d'euros, selon le chercheur Damien Demailly.

On compte, parmi les premiers projets que la BEI souhaite financer, l'agrandissement de l'aéroport de Dubrovnik, ou encore le lancement d'un partenariat public-privé (PPP) pour créer 14 centres médicaux en Irlande.

C'est le troisième "effet Juncker" : la privatisation accélérée des infrastructures, y compris de service public, malgré l'opacité des termes des PPP, leur coût pour la collectivité et les abus notoires des exploitants privés bénéficiant de rentes de monopole... Les intérêts des investisseurs vont primer sur les choix démocratiques et la gestion collective des biens communs.

En définitive, le "plan Juncker" n'est pas une solution, c'est un contre-sens total, écologique, social, démocratique, qui doit être dénoncé comme tel !

Frédéric Lemaire

Les multinationales détruisent la planète. Arrêtons-les !

*Le changement climatique pourrait devenir
la plus grande impulsion qui poussera
les mouvements sociaux à se rassembler,
tel un puissant fleuve alimenté par d'innombrables
ruisseaux unissant leurs forces
pour enfin atteindre la mer.*
Naomi Klein

Ce n'est pas le climat qu'il s'agit de sauver, mais la possibilité de toute vie décente d'ici 20 à 30 ans. Les chefs d'Etat et de gouvernement ont fixé comme objectif de maintenir la hausse globale des températures sous le seuil de 2°C. Selon les conclusions du 5ème rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les émissions mondiales de gaz à effet de serre (CO₂, méthane, protoxyde d'azote) devront alors être réduites de 40 à 70 % entre 2010 et 2050, et disparaître totalement d'ici 2100. Cela implique à la fois de réduire la consommation globale d'énergie et de renoncer aux énergies fossiles. Il faut donc bannir les investissements et soutiens aux énergies fossiles, transformer les modes de consommation et de production et améliorer fortement l'efficacité énergétique. Il faut aussi décentraliser et diversifier la production d'énergie, limiter la déforestation et donner la priorité absolue aux investissements pour la transition écologique, qui sont par ailleurs massivement créateurs d'emplois. Les dérèglements climatiques, qui ont pour origine l'activité humaine, sont des processus irréversibles. Leur amplification serait catastrophique : fonte intégrale des banquises, hausse de plusieurs mètres du niveau des océans, destruction des terres arables, pénurie d'accès à l'eau potable... bref, un chaos mondial.

Les responsables : les multinationales, leurs actionnaires et les gouvernements

Vingt-trois ans après le Sommet de la Terre de Rio, huit ans après le début d'une crise financière sans

précédent, jamais le pouvoir n'a été concentré dans aussi peu de mains, jamais les dévastations écologiques n'ont autant menacé les conditions d'existence sur la planète et jamais les inégalités n'ont été aussi fortes : 1 % des plus riches possède la moitié de la richesse mondiale (sans même compter les fortunes dissimulées dans les paradis fiscaux). La spéculation financière atteint des sommets et frôle à nouveau le précipice.

Les riches et les puissants possèdent les banques et les multinationales, contrôlent les médias et influencent les gouvernements. Ils tiennent les peuples et les Etats sous leur coupe grâce au système de la dette. En Europe et ailleurs, ils ont fait des dirigeants politiques leurs pantins et n'hésitent pas à placer leurs hommes à la tête d'Etats ou de la Banque centrale européenne (BCE). Au-delà des discours lénifiants, ils n'ont aucune intention de changer de trajectoire : toujours plus de croissance, de libre-échange, d'inégalités, de consommation dévastatrice, de dioxyde de carbone...

Et nous ? Comment agir ?

La transition écologique sera sociale et démocratique ou ne sera pas. Pour éviter le scénario du pire, il faut à la fois :

- stopper le pillage des ressources ET développer des alternatives,
- résister ET créer,
- redistribuer les pouvoirs ET déployer une autre vision de la prospérité.

Les opposants aux projets miniers, aux gaz et pétrole de schiste, aux grands projets inutiles contribuent à bloquer la machine qui réchauffe la planète. Les syndicats et les associations exigent le désinvestissement des énergies fossiles, la priorité absolue aux renouvelables et aux économies d'énergie, la reconversion du système productif. Les activistes harcèlent les banques, les multinationales, les paradis fiscaux. Les innovateurs et coopérateurs montrent que l'économie peut être solidaire, écologique et démocratique, efficace et chaleureuse. Les militants et indignés marchent et luttent pour les droits, la dignité, le respect du vote populaire en Grèce et ailleurs. Les salariés, les chômeurs, les paysans, les petits et moyens entrepreneurs, les migrants, tout le monde, ou presque (les 99 % !), a intérêt à la transition.

Paris 2015 : le puissant fleuve de la justice climatique

"Vous, les gouvernements, vous parlez et négociez sans déboucher. Vous, les multinationales, vous orientez les négociations à votre profit. Nous, les citoyens, nous marchons et agissons pour changer de système. Nous ne vous lâcherons pas". Tel sera notre message lorsque la France accueillera la 21ème Conférence sur le changement climatique (COP 21), au Bourget, du 30 novembre au 11 décembre 2015. Vu les engagements annoncés à ce jour, nous savons déjà que les chefs d'Etat et de gouvernement ne déci-

deront rien qui soit à la hauteur de la situation. Nous devons nous emparer de cette échéance pour mettre l'ensemble des gouvernements et des collectivités territoriales devant leurs responsabilités et leurs contradictions. Au-delà des discours et des engagements, rarement suivis d'effets, des politiques de transition écologique et sociale doivent s'enclencher à tous les niveaux : international, régional, national et local.

Mais Paris 2015 doit surtout être une étape majeure de la construction d'un "puissant fleuve" pour la justice climatique, pour reprendre les mots de Naomi Klein, une caisse de résonance pour faire avancer nos luttes. Cette fois, nous ne nous apitoierons pas sur les résultats des négociations. En décembre, à Paris, nous souhaitons porter un message clair : nous, associations, syndicats, mouvements sociaux, citoyen.ne.s, sommes unis face au changement climatique et à ses responsables, multinationales et gouvernements.

Les mobilisations sont notamment portées par la Coalition Climat 21¹, qu'Attac a contribué à mettre sur pied et dans laquelle nous sommes fortement impliqués. La coalition compte plus de 100 organisations membres : syndicats, associations de défense de l'environnement, des droits humains, de solidarité internationale, des groupes de foi, des organisations de jeunesse... Nous sommes également engagés dans des processus d'élargissement des alternatives locales, notamment dans les Alternatiba.

Le climat, ce n'est pas leurs affaires

Avec nos mobilisations d'ici à la COP 21, nous allons amplifier nos actions contre un adversaire commun clairement identifié : les multinationales. C'est ce que nous faisons avec nos actions contre les requins de la finance (BNP Paribas), de l'énergie (Total) et de l'*agrobusiness* (Sofiprotéol-Avril). Nous nous engageons également dans les campagnes de désinvestissement des énergies fossiles, charbon, pétrole et gaz, qui sont la première cause du réchauffement climatique et représentent 80 % des émissions mondiales de CO₂ et 67 % des émissions de gaz à effet de serre.

Thomas Coutrot

1 Voir le site de la coalition : www.coalitionclimat21.org



Rodho

Pourquoi désinvestir ?

Le désinvestissement repose sur quelques chiffres simples. Si nous voulons espérer maintenir le réchauffement global sous la barre des 2 °C (barrière elle-même largement contestable, mais qui s'est imposée comme l'objectif des négociations internationales sur le climat), nous ne pouvons pas nous permettre d'émettre plus de 565 gigatonnes de CO₂. C'est notre "budget carbone", et il est limité.

Les réserves de fossiles (c'est-à-dire les gisements exploités ou en passe de l'être) représentent 2 795 gigatonnes d'émissions potentielles. De son côté, l'ensemble des ressources (tous les gisements identifiés, qu'ils soient exploités, en voie de l'être ou dont l'exploitation n'est pour l'heure pas possible) représente 11 000 gigatonnes d'émissions.

L'équation est donc simple : il faut laisser l'essentiel des fossiles (80 %) dans le sous-sol, si on ne veut pas voir la température moyenne de la planète augmenter de plus de 2°C.

Pourtant, au quotidien, nous ne cessons de soutenir les entreprises du secteur extractiviste dans leurs activités destructrices du climat : les principales banques françaises financent activement le secteur fossile ; les Etats subventionnent l'exploitation du charbon, du gaz et du pétrole pour des montants pharamineux (10 millions d'euros chaque... minute) ; et nos institutions, nos collectivités locales, nos caisses de retraites, etc. investissent massivement dans le secteur extractiviste. Pour le dire autrement, ces institutions, ces fonds de pension, ces collectivités, s'enrichissent en détruisant le climat.

De nombreux succès

Sous la pression de la campagne mondiale de désinvestissement, que coordonne le mouvement 350.org, et à laquelle Attac s'associe, plus de 200 institutions se sont déjà engagées à mettre un terme à leurs investissements dans le secteur extractiviste, afin de réinvestir dans les renouvelables.

Des universités de Stanford et Glasgow aux villes de Seattle, San Francisco ou Paris, en passant par le groupe du quotidien britannique *The Guardian* et l'Eglise anglicane, plusieurs centaines de milliards de dollars ont déjà été retirés du charbon, du gaz ou du pétrole. Début juin, le parlement norvégien a décidé que son Fonds de pension gouvernemental (soit la plus grosse capitalisation boursière au monde, avec plus de 800 milliards de dollars d'actifs) devait désinvestir du charbon. Concrètement, le Fonds doit renoncer à ses investissements dans les entreprises qui réalisent plus de 30 % de leur chiffre d'affaires dans le secteur charbonnier – ce qui représente, *a minima*, 50 milliards de dollars d'investissements.

En France, 350.org, Attac, la Fondation France Liberté, Solidaires et les Amis de la Terre demandent au Fonds de réserve pour les retraites (FRR), qui détient plus de 2,1 milliards d'euros d'actions et obligations émises par des entreprises du secteur, de désinvestir des combustibles fossiles pour investir dans les renouvelables.

Pour en savoir plus
http://act.350.org/sign/FRR_zero_fossile/

Nicolas Hæringer

pour se documenter : une sélection de rapports, livres et films

Des sites d'information

Le 5ème rapport du GIEC :
<http://www.developpement-durable.gouv.fr/Le-5e-rapport.html>

Livres, notes et brochures à commander sur

www.france.attac.org/nos-publications

Naomi Klein, *Tout peut changer*
Actes Sud, mars 2015

Geneviève Azam, *Osons rester humain*,
Les Liens qui libèrent, avril 2015

Attac, *La nature n'a pas de prix*
Les Liens qui libèrent, 2012

Attac, *Petit guide Changeons le système,
pas le climat* (août 2014)

Attac, notes *La "climate smart
agriculture" une agriculture livrée à
la finance carbone et aux multinationales*
(mars 2015), *Climat ou Tafta il faut
choisir !* (déc 2014) et *Nouveaux
mécanismes financiers, prépondérance
du secteur privé, techno-sciences...*
(sept 2014)

Lire aussi

Amy Dahan et Stefen Aykut
*Gouverner le climat ? Vingt ans
de négociations internationales*,
Presses de Sciences-Po, janvier 2015

Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil
*Prédation. Nature, le nouvel eldorado
de la finance*, La Découverte, mai 2015

Naomi Oreskes Erik Conway
*L'effondrement de la civilisation
occidentale*, Le Pommier, 2014

Jean-Claude Debeir, Jean-Claude
Deléage et Daniel Hémerly, *Une histoire
de l'énergie*, Flammarion, 2013

Timothy Mitchell, Carbon Democracy
Le pouvoir politique à l'ère du pétrole,
La découverte, 2013

AVIS
vous pouvez commander
des exemplaires de ce dossier
par lots de 25 exemplaires
en envoyant un courriel à
materiel-militant@attac.org
(seuls les frais de port
seront à votre charge)

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
**est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.**
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques

dossier coordonné par
Maxime Combes, Nicolas
Haeringer, Frédéric Lemaire
et Jeanne Planche

maquette grand-express
Stéphane Dupont
photographie
Jean de Peña
collectif à-vif(s)
impression
Expressions II Paris

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org



avec le soutien de

